FRANCE MONDE

Algérie Un appel à la grève générale lancé

Émeutes meurtrières dans le sud du pays

■ Les violences à Ghardaïa durent depuis 2013. Photo EPA/MAXPPP

« Une atmosphère de guerre civile ». Ce sont les termes employés par des journalistes algériens contactés hier et familiers de la « wilaya » (région administrative) de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, où 23 personnes ont trouvé la mort depuis lundi soir. Plusieurs centaines de blessés ont été dénombrées, sans compter les saccages et les pillages. « L'hôpital de Ghardaïa n'arrive plus à contenir les blessés », rapportait même le quotidien *La Liberté* hier.

Ces affrontements meurtriers, particulièrement dans la ville de Guerrara, opposent les communautés berbérophones (« mozabites ») et arabophones (« châambis »). Les antagonismes ne datent pas d'hier dans cette vallée du M'Zab, considérée comme « la porte du désert » : depuis 1975, la violence refait surface entre les deux camps.

Ces derniers troubles interviennent quelques jours seulement après la visite du ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, venu justement à la tête d'une impressionnante délégation (sûreté nationale, gendarmerie…) installer une commission « chargée de l'examen des voies et moyens pour consolider le retour à l'ordre public dans la région de Ghardaïa ».

Soupçons de manipulation

Cette explosion de violence, en plein ramadan et avec des armes à feu, sonne donc comme un défi au pouvoir central, incapable jusqu'à présent de ramener le calme. Les « ultras », jeunes en majorité et au chômage dans cette région pauvre, prennent le dessus sur les modérés et les notables locaux qui appellent, « à la vigilance et la sagesse ». Depuis le début, les forces antiémeutes de la police ont été débordées. Et sont « finalement en grève », nous rapportait hier une source algérienne, « pour dénoncer leur manque de moyens depuis 2013 dans ce secteur instable ». Hier, alors que les affrontements se poursuivaient malgré des renforts de gendarmerie, le couvre-feu était envisagé. Le président Abdelaziz Bouteflika a convoqué une réunion d'urgence. De son côté, l'opposition, a mis ces violences meurtrières sur « la vacance du pouvoir », jugeant que « ce qui se jouait à Ghardaïa était la dislocation de l'Algérie ».

Dans la capitale Alger, un regroupement de soutien aux Mozabites a appelé hier à « une grève nationale », soulignant par ailleurs que les émeutes meurtrières « n'étaient pas d'origine ethnique comme certains le prétendent, mais plutôt liées à de la manipulation ».

Que faut-il entendre par « manipulation » ? Crise interne au pouvoir entre la présidence et le service de renseignements algérien ? Le très puissant DRS qui, selon un ex-officier algérien joint hier, « contrôle les opinions locales en tant que police politique parasiterait le travail de la police et des CRS ». Cette escalade profiterait-elle plutôt à des courants ultras religieux comme « les takfiristes wahhabites » qui poussent leurs pions dans cette région, ou alors à des groupes armés pour lesquels Ghardaïa se situe sur « la route de la cocaïne » ?

Ce conflit – « cet abcès de fixation » - n'étonne guère Akram Kharief, spécialiste algérien des questions militaires et auteur du blog SecretDifa3 pour qui Ghardaïa est « un millefeuille de soucis ». Un embrasement est possible pense-t-il même, « car il y a des mouvements, y compris armés, pour une autonomie du sud ».

Xavier FRÈRE

express

Maroc

Cinq jeunes arrêtés pour avoir bu du jus de fruit

Des étudiants de différentes universités françaises et des organisations des droits de l'homme ont lancé une pétition de solidarité envers cinq jeunes Marocains. Ceux-ci ont été arrêtés à Marrakech mardi, pour avoir bu du jus de fruit… pendant le ramadan. Ces jeunes accompagnaient un de leurs amis qui fait ses études en Europe à l'aéroport de Marrakech, et il semble que la chaleur les ait poussés à boire du jus de fruit en public. Ils ont été dénoncés et arrêtés. Le non-respect du jeûne peut être considéré comme un délit. Les étudiants français demandent leur libération immédiate et l'absence de toute sanction sous peine d'appeler au boycott du pays.

États-Unis

Fusillade mortelle à Baltimore

Au moins trois personnes ont été tuées et une autre blessée, mardi soir, lors d'une fusillade près du campus de Baltimore. Deux voitures seraient arrivées près du campus, selon la police, et un homme sorti de l'une d'elles aurait ouvert le feu sur un groupe de personnes. Deux hommes et une femme ont été tués. Une autre femme a été hospitalisée pour des blessures par balles.

Tunisie

Un mur de sable avec la Libye

Le Premier ministre tunisien Habib Essid a confirmé hier qu'un mur de terre était en construction à la frontière libyenne. Annoncé par le ministère de la Défense après l'attentat du musée du Bardo, en mars, ce mur de 168 km devrait être terminé pour la fin de l'année. Son objectif est d'empêcher les terroristes de franchir la frontière, alors que la Libye sert de base arrière à de nombreux groupes djihadistes – parmi lesquels environ 3 000 Tunisiens.

Italie

Mafia : 1,6 milliard d'euros saisis !

La direction antimafia de Palerme (DIA) a rendu publique hier une saisie record : 1,6 milliard d'euros appartenant à une famille d'entrepreneurs originaire de la région de Palerme. Carmelo Virga (66 ans), ainsi que ses frères Vincenzo (78 ans) et Francesco (71 ans) et ses sœurs Anna (76 ans) et Rosa (68 ans) sont accusés d'avoir obtenu l'aide de la mafia pour décrocher des contrats publics dans le BTP. Selon RaiNews, les membres de la fratrie étaient tous des journaliers agricoles ou des ouvriers dans les années 1980, avant de devenir multimillionnaires. Pire : l'un des fils de Carmelo Virga, Gaetano, était ces dernières années un symbole de… le racket de la mafia en Sicile !

Colombie

Trêve des Farc : Santos veut « plus »

Le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, a salué hier l'annonce par la guérilla des Farc d'un cessez-le-feu unilatéral d'un mois. « Mais il faut plus, surtout des engagements concrets pour accélérer les négociations » de paix, menées à La Havane depuis novembre 2012, a écrit le président sur Twitter.

Grèce Les Européens durcissent le ton vis-à-vis d'Athènes. En attendant les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi

Grexit : dernières sommations

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche pour statuer sur la prolongation des aides à la Grèce. En cas d'échec, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro.

■ Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles : « La Commission est prête à toutes les éventualités, elle a un scénario détaillé » pour une sortie de la Grèce de l'euro. Photo AFP

De « rencontres de la dernière chance » en « sommets historiques », la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace chaque jour un peu plus. La France était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer « travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro ». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet…

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles » pour ce jeudi. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu : cette fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour nous », a-t-il lancé, soulignant que « sans unité nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente ».

Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61 % de votes non à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs. L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel elle a versé l'argent de ses contribuables. Pour obtenir les nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs à la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'église orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilèges…

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des « propositions sérieuses, crédibles ».

Vers une « aide humanitaire » ?

Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option. » Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens…

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourrait engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permette aux banques de rouvrir (elles resteront fermées jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate) a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté le pas hier.

C'est bien un ultimatum qu'ont lancé les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

Patrick FLUCKIGER

Le tourisme touché

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % du total des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les virements vers des comptes étrangers interdits, ce qui entrave les achats de produits importés, comme la viande par exemple. Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. « Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas », a expliqué M. Lamnidis. Sur les îles grecques, « il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture ».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, et un 14,3 milliards d'euros.

Nos députés ont voulu un débat et l'ont déserté

Les groupes du parti Les Républicains et les écologistes réclamaient Un débat sur la Grèce à l'Assemblée. Ils l'ont eu. Il s'est tenu hier et le Premier ministre Manuel Valls, a notamment annoncé que s'il y avait un accord sur la Grèce, les parlementaires auraient à se prononcer. Cela a été salué par les députés présents, mais ils étaient peu nombreux. Quatre députés écologistes, une petite dizaine du parti Les Républicains, quelques centristes, radicaux et front de gauche ainsi que des rangs socialistes qui se sont éclaircis après la prise de parole du chef de gouvernement : ce débat, pourtant largement réclamé, ne restera pas dans les mémoires du Parlement.

André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine est parvenu à sortir l'auditoire de l'apathie en attaquant « la Troïka ». Il a recueilli les applaudissements de députés de tout bord : « Il est insupportable de voir M. Draghi et la BCE se montrer inflexibles, alors même que l'actuel président de la BCE était responsable de Goldman Sachs en 2006 et a contribué à falsifier les comptes de l'État grec pour favoriser son entrée dans l'euro ».

■ Manuel Valls a annoncé hier un vote des députés sur un accord à la Grèce. Photo AFP

DR

Questions à Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

Le Grexit est possible ?

Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du réaménagement de la dette grecque est maintenant sur la table.

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler, contre toute évidence ?

L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le revirement du FMI a changé la donne… Il faut bien comprendre le changement : nous allons devoir maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme un plan Marshall de remise en fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre.

Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux : grec, mais aussi allemand, français… Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile.

La France et l'Allemagne paraissent diverger. C'est inquiétant ?

C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en allemand, dette se dit « Schuld », soit « faute », « péché »… Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français.

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ?

Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage de disciplines communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, dont le soutien à la construction européenne s'est affaissé et davantage de solidarité… C'est l'équation européenne du moment pour la zone euro. Mais nous devons aller dans cette direction, si nous voulons préserver l'identité européenne dans un monde qui continue de se globaliser.

Recueilli par Francis BROCHET

Soudan du Sud Le plus jeune pays du monde n'a pas le cœur à la fête

En pleine guerre civile quatre ans après l'indépendance

C'est un triste anniversaire. La plus jeune nation du monde aurait dû célébrer aujourd'hui ses quatre ans d'indépendance. Mais au Soudan du Sud, personne n'a vraiment le cœur à la fête. Le pays qui s'est officiellement séparé du Soudan le 9 juillet 2011 après une longue guerre civile n'aura connu qu'une très courte période de paix.

Le Soudan du Sud est de nouveau ravagé par un conflit sanglant qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts depuis décembre 2013. Près de deux millions de personnes ont fui les massacres qui ont pris une tournure ethnique. Les combats opposent l'armée du président Salva Kiir (de l'ethnie Dinka) aux rebelles de l'ancien vice-président Riek Machar (de l'ethnie Nuer). Près de la moitié de la population de 11,5 millions de Sud-Soudanais est menacée de famine.

Médecins sans frontières (MSF) qui a envoyé plusieurs missions sur place décrit une situation humanitaire catastrophique. Le pays a la pire mortalité maternelle du monde avec 2 054 décès de femmes enceintes sur 100 000. Par ailleurs, 104 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de 5 ans. Le Soudan du Sud est aussi confronté à plusieurs épidémies de paludisme, de choléra, de rougeole et de méningite.

« L'espoir d'un véritable cessez-le-feu ou mieux, d'un accord de paix, reste faible du fait des tensions entre l'opposition qui s'est récemment structurée et le gouvernement qui est de plus en plus militarisé », déplore MSF.

■ Un enfant victime de malnutrition soigné par du personnel de Médecins sans frontières dans un camp de réfugiés. Photo AFP

États-Unis Le dépôt des dossiers est clos

Présidentielle 2016 : 443 candidats

Mardi 7 juillet avant minuit à Washington, 443 citoyens américains ont remis leur très officielle déclaration de candidature à la commission électorale fédérale pour l'élection présidentielle de novembre 2016. Ils étaient 417 en 2012 et 369 en 2008. Parmi eux, 100 sont affiliés au Parti républicain, 72 au Parti démocrate, 11 au parti libertarien, 3 dans des partis écologistes, les autres se déclarant indépendants.

Certains seront éliminés par cette commission électorale fédérale qui examine la conformité des dossiers jusqu'au mardi 22 juillet. Si aucune raison légale ne s'oppose à sa candidature, tout candidat devra alors remettre une somme de 5 000 dollars, autre étape éliminatoire.

Les deux grands partis désignent leur candidat à l'issue de primaires qui s'étaleront tout au long du premier semestre 2016. Le nombre de candidats républicains et démocrates se réduira très vite au fur et à mesure des ralliements aux ténors : pour le moment, certains cherchent à monnayer leur influence.

Clinton bien partie

Bush contesté

Côté démocrate, depuis les émeutes de Baltimore, l'ex-First lady Hillary Clinton distance son principal adversaire à la primaire Martin O'Malley, le maire de cette ville de l'est. Elle semble sans rival de taille à ce jour.

C'est plus compliqué chez les Républicains. Le très riche fils et frère d'ex-présidents Jeb Bush étiqueté modéré doit compter avec le fantasque Donald Trump, mais aussi les très conservateurs Bobby Jindal, Chris Christie, Rand Paul, Josh Walker, Mick Huckabee et surtout le sénateur « latino » Marco Rubio porté par les États du sud.